

Séminaire « Soutenabilités »

Contribution - Covid-19 : pour un « après » soutenable

Nom : Grigoryev

Prénom : Cécile

Institution ou entreprise :

Axe(s) :

- Quelles attentes à l'égard de la puissance publique face aux risques ?
- Quelles interdépendances et quelles formes d'autonomie à différentes échelles ?
- Quelle voie pour une économie soutenable ?

Intitulé de votre contribution : Le rôle de l'Etat : une stratégie à long terme

Résumé de votre contribution :

La première attente des citoyens envers l'État aujourd'hui est certainement qu'il assure que nos besoins physiques fondamentaux soient satisfaits. Son devoir est cependant tout autant d'assurer l'avenir de sa population. Nous allons vers un moment charnière de notre histoire stratégique, puisqu'à la suite de la crise actuelle nos décideurs vont pouvoir faire des choix quant au modèle à favoriser lors de la relance économique. Il existe enfin certains points de vigilance à considérer, le principal étant le risque de rejet de l'État.

Covid-19 : pour un « après » soutenable

Le rôle de l'Etat : une stratégie à long terme

Table des matières

INTRODUCTION	2
I- La première attente des citoyens envers l'Etat aujourd'hui est certainement qu'il assure que nos besoins physiques fondamentaux soient satisfaits	3
Nous avons tous besoin de respirer un air sain... ..	3
Le deuxième besoin physique fondamental est l'accès à l'eau potable	3
Enfin le besoin qui a le plus été mis en exergue dès le début de la crise est celui de s'alimenter	3
La santé fait partie des besoins primaires permanents	4
II- Le devoir de l'Etat est cependant aussi d' anticiper afin d'assurer notre avenir et celui de nos descendants.	5
III- A la suite de la crise actuelle nos décideurs vont pouvoir faire des choix quant au modèle à favoriser lors de la relance économique.	6
IV- Il existe enfin certains points de vigilance à considérer lors du processus décisionnel	7
CONCLUSION	8
À propos de la contributrice	9

INTRODUCTION

Dès l'annonce de la décision du confinement général dans notre pays, certaines conséquences sont apparues comme évidentes, d'autres comme probables, enfin certaines seulement possibles.

Dès le 20 mars, j'envoyais un mail au maire de notre commune (qui est aussi président de l'EPCI), pour lui demander si un groupe de travail était mis en place par la collectivité sur la question de l'après-crise sanitaire, dans quel cas je souhaitais y participer en tant qu'élue (conseillère municipale sortante). A ce jour un tel groupe n'a pas été créé. L'initiative de France stratégie, la première dont j'ai eu connaissance sur ce thème, m'a paru d'autant plus intéressante.

Aujourd'hui, si l'origine de la crise apparaît comme sanitaire, il semble qu'elle a mis en évidence la fragilité d'un système économique ultra-mondialisé et monétarisé, non encore remis de la crise de 2008.

L'optimisation de la production et de ses coûts, y compris au sein des services publics, est obtenue au détriment de toute marge de sécurité. Les exemples apparents aujourd'hui sont évidemment le manque de lits en réanimations dans les hôpitaux ainsi que les difficultés d'approvisionnement en substances pharmaceutiques et équipements individuels de protection.

I- La première attente des citoyens envers l'Etat aujourd'hui est certainement qu'il assure que nos **besoins physiques fondamentaux soient satisfaits.**

Nous avons tous besoin de respirer un air sain... Même si la prise de conscience de cet enjeu n'est pas encore généralisée, la question sera forcément posée dans un avenir plus ou moins proche. Respirer un air sain, c'est d'abord assurer la **sureté des installations** présentant un risque (sites SEVESO), mais c'est aussi un travail d'anticipation (long terme) sur des **polluants** émis dans l'air, tant extérieur qu'intérieur. Ainsi, l'optimisation de la production et la préservation de l'emploi ne doivent pas aller à l'encontre de la préservation de cette ressource vitale.

Le deuxième besoin physique fondamental est l'accès à l'eau potable. Sur la question de la quantité et à l'échelle de notre pays, la question se pose à moyen terme, puisque le changement climatique fait apparaître des variations importantes des précipitations d'une année sur l'autre et que les ressources qui semblaient assurées peuvent venir à manquer. La planification et l'interconnexion à des fins de **mutualisation des réseaux physiques d'eau potable doivent être assurés**. Il s'agit d'un service public dont les investissements ne peuvent satisfaire les exigences de rentabilité du secteur privé. Il est également vital que l'Etat continue de donner les moyens aux agences de l'eau afin que celles-ci poursuivent notamment leurs **actions pédagogiques et accompagnent la diminution de la consommation**. Nous ne nous attarderons pas sur la nécessité évidente de préserver également la qualité de notre ressource en eau.

Enfin le besoin qui a le plus été mis en exergue dès le début de la crise est celui de **s'alimenter**. C'est la première des ressources que nous évoquons ici qui a été délocalisée. Une tribune publiée dans *Le 1*¹, présentée par un collectif autour de Philippe Desbrosses, identifie clairement la **vulnérabilité du système agricole français** qui « *dépend d'importations de soja américain et brésilien (faute de protéines végétales cultivées), de matières premières (dont les énergies fossiles et les phosphates)* ». Notre système est donc clairement **dépendant des transports sur longues distances non seulement en amont, mais également en aval de la production**.

L'agriculture française semble aujourd'hui partagée entre les petites fermes qui commercialisent en circuit court², et les grosses structures qui alimentent le marché de gros souvent spéculatif. Si les petites fermes sont pour la plupart durables et fortement consommatrices de main d'œuvre permanente, les très grandes exploitations sont beaucoup plus fragiles et dépendantes de la bonne santé économique mondiale, et comme nous l'avons vu récemment, de main d'œuvre précaire et bon marché.

Une solution consisterait peut-être à préserver et soutenir les petites structures, mais également à **encourager l'émergence d'exploitations agricoles de taille intermédiaire ainsi que leur structuration afin**

¹ https://le1hebdo.fr/journal/actualite/tribune-securite-alimentaire-69.html?fbclid=IwAR1a7tHPQPv8InIVrXdUVABi0NRZiYr_tBq7gDG6HTGqj1epNp1B4M8sSAI#

² <https://www.valdedrome.com/une-alimentation-durable-pour-tous-en-biovallee.html>

qu'elles soient aptes à assurer l'approvisionnement de nos centres urbains et de notre industrie agro-alimentaire.

D'autre part, si la crise sanitaire a permis de mettre en évidence pour l'ensemble de la population le caractère indispensable de l'agriculture, il pourrait être intéressant de rendre la réalité du travail agricole – pénible et peu rémunéré – plus concrète en **créant un service civique agricole**.

La résilience alimentaire implique donc les pouvoirs publics accompagnent l'évolution de notre système agricole et agroalimentaire, la réorganisation et la planification de la production, ainsi que la structuration de filières de proximité, dont l'échelle demandera à être précisée.

La santé fait partie des besoins primaires permanents. A ce titre, deux enjeux peuvent être précisés : la prévention et l'accès aux soins.

Si l'Etat apporte depuis longtemps l'attention nécessaire à la prévention, subsiste cependant le problème de la méconnaissance par la majorité de la population du fonctionnement du corps humain. Dans ce sens nous ne pouvons que préconiser de mettre en place une stratégie de **pédagogie à destination des élèves** en priorité.

A cette fin pourrait être réorienté le programme scolaire de SVT pour y intégrer :

- Des notions sur le fonctionnement du corps humain – au-delà du système digestif, nerveux, reproductif et immunitaire – et ses dysfonctionnements.
- Des cours de secourisme et soins de base en « bobologie » dès l'école primaire : coupures, brûlures, infections, piqûres et morsures d'insectes...
- La connaissance du bon usage des médicaments les plus courants : antibiotiques, paracétamol, anti-inflammatoires, désinfectants de surface et transcutanés

Soigner son corps est un enjeu national à long terme. Le **mal de dos** parfois considéré comme « le mal du siècle ». Comment est-ce encore possible que ce sujet ne soit pas encore prioritaire en **éducation physique et sportive** (EPS) ? La prophylaxie doit se faire à ce moment (croissance) et avant l'entrée dans le monde du travail, ce n'est pas un rendez-vous préalable à l'embauche avec la médecine du travail et ses quelques minutes de pédagogie qui peuvent permettre aux jeunes travailleurs de prendre conscience de la gravité des conséquences de mauvaises habitudes.

Pour ce qui est de l'accès aux soins, nous ne nous attarderons pas sur la nécessité aujourd'hui évidente de **maintenir les moyens d'un système de santé** qui fait depuis longtemps notre fierté et qui ne saurait décemment obéir à des exigences de rentabilité.

II- Le devoir de l'Etat est cependant aussi d'**anticiper afin d'assurer notre avenir et celui de nos descendants.**

Ainsi **l'éducation et la formation** continue, ainsi que la recherche, investissements à long terme, doivent être privilégiées.

Dans un contexte de tensions internationales, les **approvisionnements** demanderont à être assurés : combustibles fossiles, matières premières, substances nécessaires à la fabrication de médicaments... Il est donc nécessaire de privilégier la diversification des fournisseurs stratégiques et de maintenir des liens diplomatiques avec ces derniers.

Il conviendra de sécuriser les domaines indispensables au fonctionnement de la nation, notamment, puisque nous avons déjà évoqué la question de l'eau et de l'alimentation, celui de la **production énergétique**. Le nucléaire est le domaine pour lequel la présence humaine est indispensable. En effet, que se passe-t-il si les salariés des centrales sont dans l'incapacité de travailler ? Il est donc clairement préférable de former des agents permanents, dont des remplaçants plutôt que de faire appel à des sous-traitants.

Le **changement climatique** est une réalité à laquelle nous devons préparer notre **adaptation**, notamment par un travail sur la diminution des températures estivales dans les centres urbains. Il convient de se préparer aux problèmes de santé non seulement des personnes âgées, mais également des **travailleurs en extérieurs, dont les agriculteurs**, soumis à des étés toujours plus longs et chauds.

Enfin, **les transitions écologique et énergétique** doivent être réellement initiées le plus rapidement possible. Si la transition écologique peut se faire progressivement, il sera intéressant de lancer ce grand chantier en profitant des fonds de relance. Par exemple, plutôt que de renflouer les compagnies aériennes, il serait opportun de prioriser l'affectation de matières premières et fonds publics vers une mobilité douce (vélo, transports en commun) par la création de pistes cyclables et des primes à l'achat de cycles (vélos et vélos électriques).

III- A la suite de la crise actuelle nos décideurs vont pouvoir faire des choix quant au modèle à favoriser lors de la relance économique.

Comment, sur des économies qui ne se sont pas encore remises de la crise de 2008, peut-on espérer relancer efficacement de la même manière que cela a été fait lors des dernières crises ?

Nous sommes aujourd'hui en situation de crise sanitaire. Cependant « En France, selon une estimation de l'Insee du 26 mars, la perte d'activité est évaluée à 35 %³ ». Je laisse aux économistes le soin d'anticiper l'impact sur l'économie réelle à moyen et long terme.

Cependant, afin de diminuer au maximum cet impact, les Etats et banques centrales prévoient d'ores et déjà des moyens de relance. Bien qu'aujourd'hui cette injection de moyens vise à sauver ceux qui peuvent l'être parmi les acteurs économiques, apparemment sans cibles définies, **la réelle question est de savoir**

- **Quels secteurs économiques seront soutenus en priorité**
- **Ce qui sera fait pour créer de nouveaux acteurs économiques** une fois la situation sanitaire améliorée.

De ce point de vue, ce qui a été mis en évidence est le **triple intérêt de la relocalisation** de l'économie :

- Assurer la sécurité des approvisionnements
- Diminuer l'impact écologique du transport de marchandises
- Créer des emplois

Ainsi les fonds de relance, matières premières et sources d'énergie gagneront à être prioritairement affectés à la relocalisation des productions agricoles et industrielles, ainsi qu'au soutien et à la structuration d'activités artisanales de fabrication et réparation⁴.

A ces fins, il serait intéressant d'extraire certains secteurs et entreprises clés de l'exclusivité privée, non obligatoirement au profit de l'Etat, mais en donnant la possibilité aux collectivités territoriales qui maillent notre territoire de les accompagner et de les financer (subventions, partenariats, concessions...). L'Union européenne sera-t-elle prête à autoriser de telles actions ?

³ <https://www.alternatives-economiques.fr/une-crise-differente/00092363>

⁴ Avec, pourquoi pas une TVA très réduite sur toutes les activités de services de réparation, voire sur tous les pans de l'économie circulaire.

IV- Il existe enfin certains points de vigilance à considérer lors du processus décisionnel

La **grogne sociale** a été particulièrement prégnante depuis un an et demi. Si les mouvements sociaux sont actuellement en pause, il est prévisible que ceux-ci réapparaissent une fois la crise sanitaire apaisée. En effet le confinement a montré que sont indispensables certains métiers pourtant pénibles et mal rémunérés : exploitants et ouvriers agricoles, soignants, agents d'entretien, artisans du bâtiment... Le gouvernement aura des difficultés à faire entendre l'impossibilité de les revaloriser en période de récession.

Le clivage entre ces corps de métiers et certains cadres supérieurs et dirigeants, risque de diviser douloureusement notre population et notre sentiment d'appartenance à une même nation, avec un **refus de chaque groupe de participer à l'effort commun**, dont le partage pourrait se présenter sous la forme « force de travail » pour les uns et « participation financière » pour les autres. Il sera indispensable de veiller à apaiser ces tensions, non seulement en réduisant les inégalités de revenus et/ou de patrimoine, mais également en communiquant largement et de manière répétée dans ce sens.

Une autre conséquence de cette période de crise pourrait être un **rejet de la figure de l'Etat**, une défiance envers les pouvoirs publics. Si celle-ci prend trop d'ampleur et met en danger la cohésion de la Nation et par là la préparation à notre avenir commun, une solution envisageable pourrait être un mea culpa des personnes aux postes-clé avec information sincère sur les raisons expliquant les décisions prises et les erreurs, suivie de leur démission.

Ensuite, pour qu'une stratégie à long terme soit possible et aboutisse, il faut espérer que les Etats de l'Union Européenne prennent une direction similaire et travaillent ensemble, sans quoi, soit la stratégie nationale échouera, soit l'UE se morcellera ou disparaîtra.

Enfin l'ampleur des conséquences psychologiques du confinement de la population et de l'anxiété induite par la situation sanitaire et économique est aujourd'hui difficile à estimer.

CONCLUSION

Nous pouvons d'ores et déjà anticiper le fait que les Etats, dont le nôtre, feront le nécessaire pour relancer l'économie. Outre la question de la provenance des fonds qui seront injectés à cette fin, dettes d'Etats ou quantitative easing, **le réel enjeu sera d'affecter prioritairement les dépenses et la création d'emploi aux domaines stratégiques qui nous permettront de préparer le plus sereinement et progressivement possible notre avenir.**

Cependant, la **relocalisation et l'anticipation des risques, ont un coût**, de même que le fait de renoncer à l'optimisation systématique afin d'augmenter notre marge de manœuvre lors des crises à venir induira une **baisse de productivité**. Ce coût implique qu'il nous faudra aller vers une **société de sobriété**. Une communication efficace sera nécessaire afin de préparer l'ensemble de la population aux changements d'habitudes induits : réparer plutôt que jeter, orienter ses achats en fonction de la qualité... Cela prendra du temps, mais doit être bien être compris par tous comme indispensable.

Nos dirigeants vont très bientôt avoir le choix entre une relance de l'économie telle que nous l'avons connue ces dernières décennies – quitte à s'exposer au risque d'une prochaine crise sociale, sanitaire ou économique plus violente – et une stratégie à très long terme, évidemment plus durable, mais qui sous-entend que nous **remettions tous en question notre mode de vie**, voire même peut-être notre système de valeurs.

Cela prendra du temps, et une grande majorité de la population risque d'y être récalcitrante, la sobriété ne faisant pas trop rêver... Or le cap d'une stratégie à long terme devrait être suivi au minimum sur 20 ans, sans que les pouvoirs politiques changent de direction par démagogie à chaque période électorale. Une solution pourrait être **d'intégrer ce cap en préambule de notre constitution**, après l'avoir fait valider par référendum juste après la sortie de crise, avant que le temps ne nous ait fait oublier les enseignements de celle-ci.

C. GRIGORYEV

À propos de la contributrice

J'espère que ma contribution vous sera utile, notamment les quelques points de vigilance identifiés dans la quatrième partie. Etant actuellement en recherche d'emploi, je suis facilement disponible pour répondre à toute question relative à ce document, par mail ou téléphone aux coordonnées suivantes :

c.anciant@orange.fr

Mon parcours :

2014–2020

Conseillère municipale

2010–2019

Exploitante agricole en maraichage biologique • création et développement de l'activité • suivi comptable et administratif • choix stratégiques • commercialisation en circuit court.

2017–2019

Cogérante du point de vente collectif Brins de Terroir • animation du groupe • accompagnement de l'augmentation du chiffre d'affaire et de la professionnalisation de la structure.

2013–2016

Présidente de l'association du Restaurant Scolaire Intercommunal de Piégros-la-Clastre et Mirabel et Blacons • réorganisation de la structure • impulsion du changement vers une alimentation durable.

Formation initiale

- 2019 – Formation avec l'IEPEL (sciences Po Lyon), préparation au concours d'entrée des Instituts Régionaux d'Administration (IRA)
- 2009 – Baccalauréat professionnel horticole
- 2007 – maîtrise de linguistique russe
- 2000-01 – année scolaire à Tver (Russie)
- 2000 Baccalauréat scientifique
- 1992-92 – année scolaire à Londres (Royaume Uni)

Profil Assessfirst : A-Player